

Congrès Annuel de l'ARFE

27 & 28 novembre 2003, à Karlovy Vary, Euregio Egrensis,

République Tchèque

QUALIFICATION ET MARCHE DU TRAVAIL TRANSFRONTALIERS

Déclaration finale

1. Les expériences :

- La destruction des barrières économiques, sociales et juridiques sur les frontières, l'Intégration Européenne comme unité et diversité, permettent à beaucoup de régions frontalières souvent marginalisées d'être mutées en des zones favorables pleinement européennes, aux atouts géographiques meilleurs, au marché de l'emploi délocalisé, aux qualifications reconnues en commun etc.
- Les régions frontalières manquent souvent en postes de travail d'ordre alternatif et qualitatif.
- Les réseaux transfrontaliers élaborent les préalables nécessaires à de bonnes conditions d'implantation, à un marché du travail transfrontalier ainsi qu'à des formations communes dans des secteurs diversifiés.
- Les régions frontalières internes et extérieures à l'UE restent bien souvent séparées de leur milieu naturel de l'autre côté de la frontière, entraînant un moindre essor des aires d'influence locales en regard de l'intérieur. Il en va de même pour un vrai marché du travail transfrontalier et des dispositifs de qualification communs.
- Les conditions pour un marché du travail et des qualifications transfrontaliers sont surtout difficiles aux frontières extérieures de l'UE.
- Aux frontières extérieures orientales et méridionales persiste une forte pression migratoire sur les marchés du travail au sein de l'UE. Les emplois illégaux et tous leurs entremetteurs, qui se défont de ces frontières, en résultent très fréquemment.

2. Préalables requis pour un marché du travail et une qualification transfrontaliers

- Les réglementations, structures, aides à l'emploi et à la formation, dont les différences entre pays font qu'elles se heurtent aux frontières, doivent être flexibilisées au profit d'effectifs marché du travail, qualifications et mobilité transfrontaliers.
- L'accord transfrontalier sur les questions de marché du travail, sur la qualification et sur la politique économique doit être négocié.
- Les réseaux transfrontaliers réclamant la participation des employeurs, de syndicats, des services de l'emploi, des Eurorégions etc. doivent être développés.
- Des institutions transfrontalières d'éducation et formation doivent être créées.
- La reconnaissance de qualifications professionnelles doit être assurée le long des frontières et si possible dans toute l'Europe.

- Les barrières dans le domaine social, dans celui de l'éducation, dans l'imposition etc. doivent céder pour les navetteurs professionnels.
- De nouvelles aires d'attraction transfrontalières doivent être créées, par ex. parcs d'activités industrielles et commerciales transfrontalières, parcs naturels, projets pour le tourisme etc., apportant par là de nouveaux emplois grâce à une activité transfrontalière intensifiée.

3. Plan d'action :

	Compétences	Propositions de solutions
Bien qu'interrompues par les frontières -nationales s'entend-, les grandes aires d'attraction et d'interdépendance sont vivifiées par l'économie, le commerce, les services et le marché du travail, par lesquels de nouveaux emplois sont créés.	Aménagement du Territoire, groupements économiques, Chambres de Commerce et d'Industrie, syndicats, Euregios etc.	<ul style="list-style-type: none">○ concepts/développement du Territoire transfrontaliers, aires d'influence transfrontalières○ les Euregios comme points de contact pour les services
L'on doit mettre sur pieds des marchés du travail transfrontaliers/transparentes. Les désavantages à prendre un travail en pays voisin (par ex. les prestations sociales, les impôts) doivent être éliminés.	Administrations du travail, EURES, législateurs	<ul style="list-style-type: none">○ systèmes de propositions/demandes d'emplois transfrontalières○ informations en deux langues, choix d'un système social et pour l'imposition○ améliorations législatives
L'information touchant les chances du marché, l'exportation et l'analyse-marketing au-delà de la frontière doit être promue, ainsi sont bien	Communes, groupements économiques, Euregios etc.	<ul style="list-style-type: none">○ bourses de contacts pour producteurs et fournisseurs, clubs d'entrepreneurs,○ rencontres de branches suivant les spécificités régionales

<p>parachevée la coopération et les chances concernant l'emploi développées.</p>		<ul style="list-style-type: none"> ○ foires de l'innovation transfrontalières
<p>L'accès à la concurrence des marchés publics comme aux programmes-recherche-développement au-delà de la frontière doit être simplifié, encouragé.</p>	<p>Autorités territoriales régionales/locales, Universités, laboratoires d'études</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ institut de transfert transfrontalier dans un réseau des Universités et laboratoires d'études ○ encouragement du bilinguisme dans les administrations publiques et les entreprises
<p>La coopération transfrontalière pour les petites et moyennes entreprises doit devenir encore plus intense.</p>	<p>Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambres des Artisans, syndicats, groupements, Euregios</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ institut de conseil permanent sur les questions transfrontalières pour les PME ○ mise en réseau transfrontalière des sociétés d'encouragement économique/des agences régionales ○ informations à jour sur la Recherche et l'Innovation de chaque bord de la frontière
<p>Développement de relations transfrontalières renouvelées de production et de livraison avec perspectives d'emplois supplémentaires.</p>	<p>Chambres de Commerce et d'Industrie et Chambres des Artisans, groupements, Euregios etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ répertoires de producteurs et de fournisseurs transfrontaliers ○ foires de l'Innovation ○ service de conseil permanent pour PME ○ qualification en commun des

		collaborateurs
Encouragement d'une formation professionnelle et qualification transfrontalière dans le pays voisin.	Administration du travail, employeurs, syndicats, Euregios, législateur	<ul style="list-style-type: none"> ○ une formation professionnelle transfrontalière, correspondant bien aux besoins de l'économie ○ coopération au sein d'un groupe d'orientation régional de toutes institutions concernées ○ encouragement du bilinguisme ○ obtention de modèles de qualification professionnelle transfrontaliers reconnus
Création d'emplois de remplacement pour travaux et activités liés à l'espace frontalier, dont l'avenir est remis en cause par l'intégration de l'Europe centrale et de l'Est (par ex. douanes et transports).	Commission Européenne, gouvernements nationaux, transporteurs, administrations des douanes, gardes-frontières	<ul style="list-style-type: none"> ○ programmes d'aides de l'UE adaptés ○ centres logistiques transfrontaliers ○ reconversion de douaniers et de gardes-frontières dans la police